

La culture de l'impunité, très répandue dans le secteur de la sécurité, contribue au refus d'assurer des services de sécurité. Dans bien des villes, il est bien connu que les policiers ont recours à la force excessive, une pratique qui englobe la torture et le meurtre, sans avoir à subir de conséquences judiciaires. Au Nigeria, par exemple, un organisme de défense des droits de la personne a découvert que des officiers supérieurs, des inspecteurs et des chefs de police étaient au courant et même complices d'actes de torture qui avaient été perpétrés par des policiers et avaient entraîné la mort des victimes³⁰. Bref, même lorsque les forces de l'État sont en mesure d'assurer la sécurité, il peut arriver qu'elles décident de s'en abstenir.

L'absence de sécurité publique et la méfiance du public envers les forces de sécurité peuvent se renforcer mutuellement. On peut attribuer à trois facteurs la méfiance générale à l'endroit des forces de sécurité dans les quartiers urbains. Il y a tout d'abord leur collaboration connue ou présumée à des activités criminelles avec des gangs. On sait depuis longtemps que des agents de sécurité participent au trafic illicite de stupéfiants et qu'ils fournissent des armes ou des renseignements aux criminels — ou encore, ferment les yeux sur leurs activités — dans de nombreuses villes. Un deuxième facteur est lié au recours excessif à la force, que ce soit dans la rue ou dans les locaux de la police. Dans les cas extrêmes, ces actions violentes peuvent aller jusqu'à la torture, au viol et au meurtre.

Le troisième facteur est lié à la pratique qui consiste à cibler les minorités,

les jeunes et les groupes marginaux dans les campagnes de répression. En 2002, par exemple, les forces de l'ordre du Kenya ont arrêté de façon tout à fait arbitraire, dans le cadre d'une vaste opération de style militaire, des centaines de réfugiés originaires d'Éthiopie, de Somalie, du Soudan et de la République démocratique du Congo qui vivaient dans environ 130 bidonvilles de Nairobi³¹. Les enfants et les jeunes sont souvent victimes du recours excessif à la force par les agents de sécurité.

Le recours à la torture et aux assassinats et le niveau élevé de la corruption au sein des forces de sécurité ont été signalés dans les villes du monde entier, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

Même lorsque ces campagnes sont menées sous le prétexte de renforcer la sécurité publique en débarrassant les rues d'individus « indésirables », elles n'en sont pas moins des exemples flagrants de l'absence de sécurité publique causée par le refus de protéger les groupes vulnérables. Non seulement ces opérations ont-elles pour effet d'exacerber l'insécurité et la méfiance au sein des populations locales, mais en plus elles remettent en question la légitimité des forces de sécurité de l'État.

Comme ceux qui patrouillent dans

les bidonvilles ont parfois recours à une force excessive, il n'est pas toujours facile de savoir s'ils renforcent la sécurité humaine ou au contraire l'affaiblissent. Selon une étude réalisée au Brésil, les habitants des favelas (bidonvilles) ne bénéficient pas d'une protection efficace de la police; lorsque la police finissait par intervenir c'était souvent dans le cadre d'« invasions » — des descentes violentes opérées sans mandat ou, à de rares occasions, avec des mandats collectifs qui considéraient l'ensemble de la population comme criminelle³². Le recours à la torture et aux assassinats et le niveau élevé de la corruption au sein des forces de sécurité ont été signalés dans les villes du monde entier, tant dans les pays développés que dans les pays en développement.

La privatisation de la sécurité

Lorsque les forces de sécurité sont incapables de protéger les villes ou refusent de le faire, les habitants doivent assurer eux-mêmes leur sécurité. Dans de nombreuses villes, la sécurité est donc devenue un service privé dont bénéficient des élites bien nanties. En Afrique du Sud, par exemple, le nombre de gardiens de sécurité privés a augmenté de 150 % depuis 1997, tandis que le nombre de policiers a diminué de 2,2 %³³. Dans certains cas, les forces policières font même appel aux entreprises de sécurité privées pour protéger le poste de police.

Par ailleurs, les enclaves résidentielles emmurées — forteresses urbaines bien protégées, munies de systèmes

— suite à la page 33